

LES TRANSFORMATIONS RÉCENTES DES GRANDES EXPLOITATIONS AGRICOLES DANS LA SIERRA ET LA COSTA DE L'ÉQUATEUR

Emmanuel FAUROUX

Économiste O.R.S.T.O.M.

Institut Français d'Études Andines, Ambassade de France, Casilla 4642 A, Quito, Équateur

RÉSUMÉ

L'application de la Réforme Agraire, en Équateur, ne s'est pas traduite par une distribution de la terre significativement plus équitable. Les grandes exploitations agricoles ont cependant été assez sévèrement touchées (les exploitations de plus de 1.000 ha ont perdu le 1/3 de leur surface entre 1954 et 1974). Elles ont subi 3 principaux types d'évolution. D'abord la désintégration pure et simple, qui a surtout touché les plantations bananières non modernisables, les haciendas sous-utilisées et les grandes exploitations rizicoles qui continuaient à mettre en œuvre des systèmes de production archaïques.

Ensuite, l'adaptation-rétraction qui constitue le processus modal d'évolution et se caractérise par une importante diminution des surfaces de l'exploitation, par la généralisation du salariat et par un développement quasi général des activités pastorales.

Enfin, certaines exploitations ont franchi presque intactes l'épreuve de la Réforme Agraire, notamment les plus performantes parmi les plantations bananières et de canne à sucre, et les quelques haciendas d'élevage de la Sierra qui ont su adopter des méthodes « empresariales » de gestion.

MOTS-CLÉS : Réforme Agraire — Grandes Exploitations Agricoles — Distribution de la terre — Transformation des systèmes de production.

ABSTRACT

THE RECENT TRANSFORMATIONS SUFFERED BY THE LARGE FARMS IN THE SIERRA AND THE COSTA OF ECUADOR

In Ecuador, the agrarian reform has not led to distribute land on a fairer basis, although farms of more than 1,000 ha were deprived of one third of their acreage from 1954 to 1974. They were subject to three main types of evolution. First, the old banana plantations, the underused haciendas and the large rice farms which went on using outdated production methods have been affected by a clear process of decay.

Then, the adaptation-retraction is a type of evolution which is characterized by a considerable decrease in acreages, the extension of wage earning and an almost general development of pastoral activities.

Finally, certain farms have remained almost intact after the agrarian reform, such is the case of the most efficient banana and sugar-cane plantations and a few grazing haciendas of the Sierra which made use of judicious "empresariales" methods of management.

KEY WORDS : Agrarian reform — Large farms — Land distribution — Transformation of production methods.

La plupart des matériaux qui servent de base à cette étude ont été recueillis sur le terrain entre 1975 et 1978 en exécution des termes d'une Convention signée entre le Ministère équatorien de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) et l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (O.R.S.T.O.M.). Au sein du MAG, c'est le « Programme National de Régionalisation » (PRONAREG) qui s'est vu confier la réalisation des travaux et a servi de structure d'accueil aux chercheurs O.R.S.T.O.M. affectés à Quito.

Le document présenté ici fait partie d'un texte plus ample, actuellement en préparation : « Les transformations des structures agraires de la Sierra et de la Costa équatoriennes. Vol. I. Étude descriptive ». Il reprend certains éléments figurant dans des textes déjà publiés (cf. en particulier, E. FAUROUX, « Équateur : les lendemains d'une Réforme agraire ». Problèmes d'Amérique Latine, LVI, Notes et Études documentaires, n° 4657-4658 : 102-135, avril 1980, La Documentation Française et : « Les changements intervenus dans les systèmes de production de la Costa équatorienne ». Première approche, O.R.S.T.O.M., Paris, 1979, 45 p. *dact.*).

Depuis les débuts du XIX^e siècle, l'économie équatorienne avait vu s'affirmer sa vocation agro-exportatrice, longtemps fondée sur une production de cacao d'excellente qualité. Le milieu du XX^e siècle avait marqué l'apogée, pour le pays, du modèle agro-exportateur : la production et l'exportation de la banane, et, plus secondairement, de café et de cacao, manifestaient de constants progrès. Après 1961, pourtant, la tendance devint plus hésitante et ne tarda pas à s'inverser. Les causes de ce retournement parurent suffisamment sérieuses pour que l'on en vint à remettre en cause l'ensemble du modèle de développement : un effort cohérent fut alors entrepris pour restructurer profondément l'agriculture équatorienne, redéfinir sa place dans l'économie nationale, et mettre en place un nouveau modèle de croissance reposant principalement sur l'expansion d'une industrie nationale de substitution d'importations.

Une Réforme Agraire devait servir de base aux transformations souhaitées. Une 1^{re} loi promulguée en juillet 1964, fut précisée et complétée par une nouvelle loi d'octobre 1973. Elle visait à permettre une distribution plus équitable de la terre, et à instaurer de nouveaux rapports de production,

fondés sur une généralisation du salariat (1) et la mise en place d'entreprises coopératives.

Mais il s'agissait, en plus, de « créer un processus de changement graduel et ordonné des structures dans les domaines économiques, culturels, sociaux et politiques ». Quant à l'agriculture proprement dite, il convenait de « consolider et étendre le marché interne grâce à un accroissement de la demande de produits manufacturés émanant du monde rural et à l'accroissement de l'offre de produits agricoles » (2).

La mise en œuvre de ces politiques, depuis 1965, a conduit à de profonds changements de structure qui n'ont pas toujours été ceux que l'on attendait. Certains efforts, en effet, ont échoué ; d'autres n'ont pu atteindre leurs objectifs initiaux, mais, surtout, une nouvelle dynamique sociale s'est mise en place, complexe et puissante. Pendant de nombreuses années, les transformations en cours n'ont été ni maîtrisées, ni comprises, ni même clairement décrites. Depuis 1978, on dispose enfin de deux types de documents qui fournissent les premières données statistiques globales réellement utilisables : les résultats provisoires, par paroisse, du Recensement Agricole de 1974 pour la distribution de la terre (3) et les premiers résultats de l'Enquête Agro-socio-économique réalisée par PRONAREG en 1975 sur un échantillon de plus de 8.000 exploitations réparties dans plus de 300 secteurs de recensement (4).

La possibilité de comparer une partie, au moins, de ces résultats avec les données du recensement agricole de 1954 a considérablement amélioré la connaissance que l'on avait jusqu'alors de l'évolution actuelle des structures agraires équatoriennes.

Malgré la mise en œuvre d'une réforme agraire, très contestée, il est vrai, dans ses objectifs et dans ses méthodes, l'évolution depuis 1954 ne s'est pas faite vers une distribution de la terre significativement plus équitable. Sur ce point, les chiffres bruts parlent clairement.

En 1954, 2,2 % des exploitations de la Sierra et de la Costa, les plus grandes, disposaient de 64 % des surfaces ; en 1974, 1,9 % des exploitations disposent encore de 50 % des surfaces. À l'inverse, en 1954, 90 % des exploitations, les plus petites, se partageaient 16 % des surfaces ; en 1974, 88 % des exploitations ne disposent encore que de 20,7 % des surfaces. La taille moyenne des petites exploitations,

(1) Pour une brève description de ces objectifs de la Réforme Agraire équatorienne et des conditions dans lesquelles elle a pu se réaliser, cf. E. FAUROUX : « Équateur, les lendemains d'une Réforme Agraire », *op. cit.*, et plus particulièrement : 106-110 et 112-122.

(2) Gobierno del Ecuador : « Lineamientos fundamentales del Plan Integral de transformación y desarrollo », Quito, 1972.

(3) Cf. « Segundo Censo Agropecuario 1974. Resultados provisionales, distribución de la tierra, resumen nacional ». INEC/MAG, Quito, 1978, 144 p.

(4) PRONAREG/O.R.S.T.O.M. : « Diagnostico socio-economico del medio rural ecuatoriano », 15 vol., MAG, Quito, 1978.

TABLEAU I

La distribution de la terre dans la Sierra et la Costa équatorienne en 1954 et 1974

Taille des exploitations agricoles	1954				1974			
	Nombre d'exploitations		Surface agricole		Nombre d'exploitations		Surface agricole	
	total	en %	en ha	en %	total	en %	en ha	en %
Moins de 1 ha.....	92.400	26,9	46.000	0,8	144.700	29,3	63.000	0,9
1 à 5 ha.....	159.300	46,3	386.200	6,4	198.400	40,2	468.300	6,9
5 à 10 ha.....	36.200	10,5	271.500	4,5	53.000	10,7	364.300	5,3
10 à 20 ha.....	21.400	6,2	294.300	4,9	38.500	7,8	520.400	7,6
20 à 50 ha.....	19.400	5,6	591.500	9,9	35.600	7,2	1.087.400	15,9
50 à 100 ha.....	8.300	2,4	547.200	9,1	14.200	2,9	897.100	13,1
100 à 500 ha.....	5.800	1,7	1.156.300	19,3	7.900	1,6	1.416.300	20,7
500 à 1.000 ha.....	700	0,2	464.700	7,7	800	0,2	507.000	7,4
plus de 1.000 ha.....	700	0,2	2.242.000	37,4	600	0,1	1.511.400	22,2
TOTAL.....	344.200	100	5.999.700	100	493.700	100	6.835.500	100

Source : recensement agro-pastoral, 1954 et 1974.

déjà faible en 1954 (1,72 ha pour les exploitations de moins de 5 ha) a encore diminué en 1974 (1,55 ha).

Pourtant, des changements importants se sont produits au cours des 20 dernières années. Ils apparaissent à grands traits dans le tableau I.

Ainsi, 3 types d'exploitations paraissent avoir subi des changements particulièrement importants :

— les plus grandes, d'une taille supérieure à 1.000 ha, ont perdu plus de 730.000 ha, soit le 1/3 de leur surface de 1954 ;

— les « minifundios », d'une taille inférieure à 5 ha, ont vu leur aire spatiale s'accroître sensiblement avec un gain de près de 100.000 ha (+23 % par rapport aux surfaces de 1954) ; mais, surtout, leur nombre a très fortement augmenté : 343.100 exploitations en 1974, contre 251.700 en 1954 (+36 %) ;

— les petites et moyennes « fincas » (1) familiales, de 10 à 50 ha, ont subi une spectaculaire progression liée à l'essor de la colonisation spontanée : le nombre

des exploitations de ce type et les surfaces correspondantes ont presque doublé en 20 ans (+82 %), et ce bond en avant serait encore plus marquant si l'on prenait en compte l'Oriente amazonien qui a reçu le plus fortement l'impact des vagues pionnières (2) ; le gain en surface, 720.000 ha, correspond presque exactement à la perte subie par les plus grandes exploitations. Les deux phénomènes ne sont pourtant pas entièrement liés.

La place disponible dans cette publication nous conduit à nous limiter à la description des transformations subies par les grandes exploitations (3). Elles constituent, en effet, la mutation la plus profondément importante pour les structures agraires équatoriennes. D'une part, 45 % des surfaces agricoles de 1954 appartenaient à des exploitations de plus de 500 ha (64 % si l'on prend en considération les plus de 100 ha). D'autre part, l'importance économique et socio-politique des grandes exploitations dépassait largement, dans l'Équateur des années 60, leur simple importance spatiale.

(1) Le terme « finca » est souvent assez vague ; il se réfère en principe à une exploitation dont la main-d'œuvre est principalement familiale ; on peut trouver dans ces conditions des « fincas » de 4 ou 5 ha, d'autres de 500 ha.

(2) Il n'y a pas de données statistiques pour les exploitations de l'Oriente en 1954. Celles qui ont été fournies par l'« Enquête Agro-pastorale » de 1968 sont pratiquement inutilisables.

(3) Pour l'évolution des minifundios et des « fincas » familiales de la Costa, cf. E. FAUROUX : « Les changements intervenus... Costa équatorienne... » *op. cit.*, notamment : 24-45 ; pour l'évolution des « minifundios » de la Sierra, cf. E. FAUROUX : « L'évolution récente des structures agraires de la Sierra équatorienne : données quantitatives et mécanismes de transformation », O.R.S.T.O.M., Paris, mai 1980, 22 p., *mulligr.*

TABLEAU II

Les exploitations de plus de 500 ha dans la Sierra et la Costa de l'Équateur en 1954 et 1974

		EXPLOITATIONS DE						TOTAL EXPLOITATIONS DE			TOTAL EXPLOITATIONS AGRICOLES	
		500 à 1.000 ha			+ de 1.000 ha			+ de 500 ha			Nb.	Sup. (1)
		Nb. Expl.	Sup. (1)	(2)	Nb. Expl.	Sup. (1)	(2)	Nb. Expl.	Sup. (1)	(2)	Nb. Expl.	Sup. (1)
SIERRA	1954..	350	228.3	7.6 %	400	1243.9	41.1 %	750	1472.2	48.7 %	259.600	3020.4
	1974..	300	205.7	6.7 %	300	771.9	25.2 %	600	977.6	31.9 %	322.600	3074.3
	(3)....	-14 %	-10 %	.	-25 %	-38 %	.	-20 %	-33.6 %	.	+24 %	+1.8 %
COSTA	1954..	350	236.4	7.9 %	300	998.1	33.5 %	650	1234.5	41.4 %	84.600	2979.3
	1974..	500	301.3	8.0 %	300	739.6	19.7 %	800	1040.9	27.7 %	171.100	3761.2
	(3)....	+43 %	+27 %	.	.	-26 %	.	+23 %	-15.7 %	.	+102 %	+26.2 %
TOTAL	1954..	700	464.7	7.7 %	700	2242.0	37.4 %	1400	2706.7	45.1 %	344.200	5999.7
SIERRA	1974..	800	507.0	7.4 %	600	1511.5	22.2 %	1400	2018.5	29.6 %	493.700	6835.5
COSTA	(3)....	+14 %	+9 %	.	-14 %	-33 %	.	.	-25 %	.	+43 %	+13.9 %

Sources : recensements agricoles de 1954 et 1974 :

(1) en milliers d'hectares ;

(2) (superficie des exploitations de cette catégorie de taille/superficie agricole totale) × 100 ;

(3) taux de variation 1954-1974.

Le tableau II résume l'évolution quantitative des grandes exploitations de la Sierra et de la Costa, entre 1954 et 1974.

Ainsi, la Sierra est responsable de 65 % de la perte totale de surface subie par les exploitations de plus de 1.000 ha (-472.000 ha) soit une diminution de 38 % par rapport aux surfaces de 1954. Le déclin des exploitations de plus de 1.000 ha demeure cependant très sensible dans la Costa (-258.000 ha, soit une diminution de 26 % par rapport aux surfaces de 1954) et cela d'autant plus que, depuis 1974, le mouvement paraît s'être encore accéléré dans la Costa. Le nombre des exploitations de cette taille a diminué (-25 % dans la Sierra, stabilité dans la Costa), mais c'est surtout la diminution des tailles moyennes qui est à l'origine de la diminution des surfaces : dans la Sierra, la taille moyenne des exploitations de plus de 1.000 ha est passée de 3.110 ha en 1954, à 2.573 ha en 1974 (-17 %), et, dans la Costa, de 3.327 ha à 2.465 ha (-26 %). Ces exploitations occupaient 41,1 % des surfaces agricoles totales de la Sierra en 1954, elles n'en occupent plus que 25 % en 1974. Dans la Costa leur importance relative était de 33,5 % en 1954, et seulement, de 19,7 % en 1974.

En ce qui concerne les exploitations dont la taille est comprise entre 100 et 500 ha, la Costa a connu une certaine progression (le nombre d'exploitations de ce type a augmenté de 43 % et les surfaces correspondantes de 27 %), mais nous verrons que cela s'explique en partie par le passage dans la catégorie de taille inférieure d'exploitations qui, en 1954, dépassaient les 1.000 ha. Dans la Sierra, les « 100-500 » ont connu un déclin modéré (14 % d'exploitations en moins, perte de 10 % des surfaces).

Des études plus qualitatives, effectuées dans le cadre de PRONAREG de 1976 à 1978 ont permis de préciser le contenu de ces processus globaux (1).

Au terme de ces études, l'évolution des grandes exploitations de la Sierra et de la Costa paraît pouvoir se ramener à 3 cas principaux :

- la désintégration pure et simple ;
- l'adaptation-rétraction qui constitue le processus modal de transformation mais selon des formes différentes dans la Sierra et dans la Costa ;
- la stabilité ou même l'expansion après quelques changements opérés dans la structure interne de l'exploitation.

(1) Cf. E. FAUROUX : « Diagnostico socio-economico del medio rural ecuatoriano : las Zonas Socio-Economicas Homogeneas », PRONAREG/O.R.S.T.O.M., 4 vol., 95 p., 194 p., 178 p., 103 p. (pour ce dernier, en collaboration avec M. RAMOS), PRONAREG/O.R.S.T.O.M., Quito, 1978, 1979.

I. Les formes de la désintégration de grandes exploitations

DANS L'ENSEMBLE DU PAYS, IL EXISTE UNE ANCIENNE TENDANCE, NETTE, BIEN QUE MODÉRÉE, À LA RÉDUCTION DE LA SUPERFICIE DES GRANDS DOMAINES.

Selon les régions et les types d'exploitation, elle paraît se manifester depuis la fin du XIX^e siècle ou le premier quart du XX^e siècle. Elle est plus ancienne dans les secteurs où le rapport population/ressources est élevé (le prix de la terre étant alors anormalement haut, un calcul à la marge incite à la vente, dans tous les cas où l'agriculture commerciale n'offre pas de perspectives particulièrement bonnes). Elle est plus forte, chaque fois que sont réunies les conditions permettant un développement significatif des forces productives et l'apparition ou l'essor de productions commerciales présentant de bonnes conditions de rentabilité. Pour se moderniser, les exploitations les plus dynamiques ont alors tendance à se débarrasser des parties les moins utiles du domaine. Ce peut être pour contribuer au financement de l'effort de modernisation ; dans ce cas des lots de taille relativement importante sont vendus à des paysans riches ou à de petits propriétaires fonciers. Ce peut être aussi pour liquider un problème social préoccupant et/ou fixer sur place une main-d'œuvre de réserve, abondante et donc bon marché ; dans ce cas des petits lots sont cédés à bas prix à des paysans pauvres de la zone.

Par ailleurs, lorsque apparaît la possibilité d'une nouvelle spéculation rentable, les héritiers d'un domaine ont tendance — semble-t-il — à prendre effectivement la direction de la part qui leur revient, alors que, normalement, l'un des héritiers est plus ou moins explicitement tenu de racheter leurs parts à ses co-héritiers afin de ne pas fragmenter l'unité de l'exploitation. L'histoire foncière récente montre que l'expansion des plantations de canne à sucre dans les grandes vallées sub-tropicales (Chota, Huigra, Catamayo...), ainsi que l'essor des rizières, dans les années 40, autour de Daule et Vinces, coïncident avec une division marquée des vieux latifundios par voie d'héritage.

Deux facteurs récents ont décisivement accéléré, pour certaines catégories d'exploitations, cette très ancienne tendance ; l'expansion, puis la crise bananière, qui ont porté des coups définitifs aux haciendas traditionnelles les moins aptes à s'adapter, et la

Réforme Agraire qui s'est appliquée avec une particulière efficacité aux vastes latifundios sous-utilisés et aux haciendas rizicoles traditionnelles directement visées par le décret 1001 (1).

LA DÉSINTÉGRATION DES PLANTATIONS BANANIÈRES TRADITIONNELLES

Par souci de simplification nous qualifions de « traditionnelles » les plantations qui avaient recours à des systèmes archaïques de défrichement et de plantation, en utilisant notamment la force de travail de « redimidores » (cf. en annexe, la description des formes de travail précaire en Équateur vers 1960). L'entretien et la cueillette étaient, le plus souvent, réalisés par des travailleurs précaires rémunérés à un taux sensiblement inférieur à celui du marché.

Au début des années 50, le « boom » bananier avait déjà provoqué une certaine diminution de la taille de nombreuses grandes exploitations traditionnelles. En effet, de nombreux petits fermiers ou métayers avaient pu, à la faveur du « boom », s'enrichir suffisamment pour racheter la terre à un prix élevé. Les propriétaires, manquant de liquidités pour développer leur production, acceptaient assez facilement, alors, de se séparer d'une petite partie de leurs terres.

Par ailleurs, l'essor de la production bananière a très tôt déclenché la venue massive de paysans sans terres, à la recherche de salaires et, surtout, d'une parcelle de forêt à coloniser. Dans une région où les titres de propriété étaient inexistantes ou imprécis, les mises en valeur épisodiques, la nature exubérante et mal maîtrisée, les « invasions » de terre ont alors commencé à se multiplier, principalement aux dépens des vieilles plantations, souvent très sous-utilisées. Elles se terminaient alors tantôt par des expulsions violentes (les « desalojos »), tantôt par des tractations plus ou moins amiables aboutissant à l'achat/vente de la parcelle occupée.

De même, l'expansion territoriale des plantations modernes s'est très souvent effectuée par l'achat, à des prix élevés, des meilleures terres encore possédées par les plantations traditionnelles.

Celles-ci, sous l'effet conjugué de ces diverses pressions, avaient ainsi vu leur emprise spatiale régresser rapidement tout au long des années 50. Elles n'avaient pas d'armes efficaces pour résister à la concurrence des grandes plantations modernes, capables de produire des fruits de meilleure qualité,

(1) Le décret 1001, promulgué le 15 février 1970, organise l'expropriation des domaines privés situés dans la zone rizicole (région de Daule, Vinces, province de Guayas) et qui utilisaient principalement une main-d'œuvre de travailleurs précaires. Cf. en annexe la description de ces modalités de « travail précaire ».

en plus grandes quantités et de verser à leur main-d'œuvre des salaires plus élevés. Même les plus « dynamiques » parmi les « fincas » familiales, relativement mécanisées, se trouvaient souvent dans de meilleures conditions par rapport au marché.

À partir de 1955-58, l'euphorie bananière décroît, puis la conjoncture s'inverse : la demande mondiale de bananes équatoriennes diminue, le mal de Panama exerce des ravages, la variété « Cavendish », mieux adaptée aux nouveaux besoins du marché mondial et plus résistante aux maladies, se substitue de plus en plus à la variété « Gros Michel », plus rustique et seule susceptible d'être produite en quantité au moyen des techniques traditionnelles de production.

Désormais, les techniques de production de la « Cavendish » deviennent complexes : elles font appel à une irrigation abondante et régulière, à un emploi systématique d'engrais dont les savants dosages doivent varier selon de faibles nuances dans la nature des sols. Les fruits doivent être maniés avec précaution ; on les transporte sous emballage de carton ; le conditionnement devient sévère.

Les plantations traditionnelles ne parviennent plus à satisfaire ces impératifs technologiques : le lent effritement qui caractérisait la période précédente, va alors se transformer en rapide effondrement. On ne plante plus de nouveaux arbres, on n'entretient plus les anciens, la végétation spontanée reprend le dessus.

Ces plantations à l'état de semi-abandon seront les premières et les plus fortement touchées par la Réforme Agraire.

LA DÉSINTÉGRATION DES GRANDES EXPLOITATIONS DANS LE CADRE DE LA RÉFORME AGRAIRE : LES HACIENDAS SOUS-UTILISÉES ET LES GRANDES EXPLOITATIONS RIZICOLES TRADITIONNELLES

Au début des années 60, il existait en Équateur un nombre important de grands domaines très sous-utilisés. Très schématiquement, ils appartenaient principalement à deux catégories :

— dans la Sierra, d'immenses latifundios appartenant à l'Asistencia Publica (1), à l'Église ou à diverses institutions comportaient une petite partie mise en valeur, presque toujours sous la forme de location ou de métayage, sans aucune intervention directe du propriétaire ou de ses éventuels représentants ;

— dans la Costa, les vieilles plantations bananières retournaient de plus en plus à l'état sauvage

et, dans les régions qui n'avaient pas encore été colonisées (2), des étendues considérables de forêt tropicale étaient théoriquement incluses dans le périmètre de certaines grandes propriétés.

La plupart de ces latifundios avaient connu un long processus de décadence par rapport à une brève période de prospérité, remontant à plusieurs siècles dans certains cas (haciendas des Jésuites ou de l'Église, dans la Sierra ou dans certaines vallées subtropicales), à plusieurs décennies dans d'autres (plantations de cacao créées et développées vers la fin du XIX^e siècle). Cette décadence avait été notamment marquée par un recul territorial à peu près constant, sous la pression des paysans du voisinage. Le phénomène a surtout été fort dans les secteurs à forte pression démographique, où les propriétaires fonciers ont pu vendre leur terre, par petits lots, à des prix bien supérieurs à leur valeur normale.

On trouve cette situation par exemple dans les secteurs de Flores et de Licto (province de Chimborazo) où de nombreuses haciendas, très anciennes, se sont désintégréées dès 1940-45 ; en 1974, une seule exploitation y dépassait, de peu, les 100 ha. De même, à Mira (province de Carchi), il ne restait plus, en 1974, que 4 exploitations de plus de 100 ha totalisant 998 ha à l'emplacement des latifundios qui, vers 1950, occupaient plus de 80 % du territoire de la paroisse.

L'approche, puis la mise en œuvre de la Réforme Agraire ont provoqué une soudaine accélération de ce processus. Cette accélération a souvent revêtu un double aspect. D'abord les propriétaires fonciers ont souvent tenté d'anticiper sur la réforme agraire en expulsant tous leurs travailleurs précaires, avant que ceux-ci ne connaissent l'étendue réelle de leurs droits. Les terres récupérées étaient alors vendues à des acheteurs solvables, paysans aisés, commerçants-collecteurs de produits agricoles... ou transformées en pâturages, qui permettaient une mise en valeur ostensible, sans qu'il fût nécessaire de recourir à une nombreuse main-d'œuvre.

D'autre part, les paysans pauvres ou sans terre n'ont pas tardé à exercer une pression de plus en plus forte sur toutes les terres peu utilisées du voisinage, sachant que la loi de Réforme Agraire les autorisait, sous certaines conditions, à faire valoir leurs droits. Ils commencèrent alors à multiplier les « invasions » de terre, d'abord de façon tout à fait anarchique, ce qui rendait possible une riposte des propriétaires appuyés par la force publique ou par des milices patronales (surtout dans la Costa). Les occupations de terre s'effectuèrent ensuite de façon beaucoup

(1) Institution créée par l'État pour gérer les biens fonciers du clergé confisqués lors de la promulgation de la « Ley de Manos Muertas » de 1910.

(2) Notamment, la plus grande partie de la province d'Esmeraldas, le Nord-Est de la province de Manabí, et toute la zone abrupte correspondant aux pentes occidentales de la Sierra.

plus concertée. A partir de 1970, l'invasion — qui constituait autrefois l'aboutissement exceptionnel de conflits particulièrement aigus — tend à devenir l'une des phases, presque normale, de la procédure légale d'acquisition de terres par des petits paysans, dans le cadre de la Réforme Agraire.

De plus en plus souvent, le schéma tend à devenir le suivant : des travailleurs précaires expulsés refusent de quitter les lieux, où de nouveaux arrivants ont procédé à une installation clandestine, marquée notamment, par la construction de maisons d'habitation provisoires et par une mise en valeur hâtive de quelques dizaines d'ares. Une pré-coopérative est alors formée, parfois avec l'aide technique et les conseils d'une organisation syndicale ou parasyndicale et/ou de l'IERAC. Il arrive alors qu'un accord puisse se réaliser avec le propriétaire sur la base d'un prix de vente raisonnable pour les parcelles occupées. Dans le cas contraire, l'IERAC peut se rendre acquéreur des terrains litigieux et les répartir entre les occupants regroupés en coopérative en fonction de leur capacité de paiement. L'IERAC n'exige que des paiements échelonnés sur plusieurs années afin de ne pas grever trop lourdement le budget d'exploitations au fonctionnement encore précaire.

Compte tenu des difficultés qu'il connaît pour assurer son propre financement, cet organisme a tendance à donner la préférence aux coopérateurs solvables, même si, dans l'esprit de la Réforme Agraire, seuls devraient être privilégiés ceux qui travaillaient effectivement les parcelles concernées.

Dans les grandes exploitations rizicoles traditionnelles, plus particulièrement visées par le décret 1001, l'attribution de la terre aux anciens « sembradores » (cf. annexe consacrée aux travailleurs précaires) s'est effectuée dans des conditions très comparables. Elle a surtout concerné la province de Guayas où 61.000 ha furent expropriés entre 1971 et 1975 au profit de 5.800 familles (10,5 ha par famille en moyenne). L'intervention de l'IERAC y a souvent été plus importante qu'ailleurs d'une part en raison de la gravité des conflits soulevés, les propriétaires se résignant difficilement à leur expropriation ; d'autre part, parce que le décret 1001 souhaitait créer des « entreprises coopératives » à partir des petites exploitations nées de ces attributions de terres.

En fait, dans son ensemble, cette reconquête de la terre aux dépens de latifundios sous-utilisés ou de haciendas rizicoles, s'est déroulée dans le plus grand désordre et a permis l'apparition et le développement de fortes contradictions au sein même du paysannat : anciens travailleurs précaires contre riches fermiers ou métayers, « Comuneros » contre paysans sans terre venus d'ailleurs, coopératives contre « Comuneros »...

L'IERAC a tenté, tant bien que mal, d'arbitrer les conflits, mais son intervention *a posteriori* s'est souvent heurtée aux pires difficultés, car il était bien difficile de remettre en cause les situations de fait, même si elles étaient illégales ou peu équitables. Ce sont bien souvent les plus audacieux qui ont été les principaux bénéficiaires, occupant les meilleures surfaces et faisant respecter leur occupation quels qu'aient été leurs droits antérieurs. Beaucoup des petites exploitations, nées dans ces conditions proches de l'anarchie, n'avaient pas assez d'atouts pour avoir une existence durable.

II. Le processus modal de transformation : l'adaptation-rétraction des grandes exploitations

Dans toutes les zones de la Sierra et de la Costa où les conditions de production étaient moyennes ou bonnes, les haciendas n'ont pas disparu, dans l'ensemble, mais ont dû s'adapter. Le processus paraît avoir été mieux maîtrisé par les propriétaires fonciers de la Sierra. Pour certains d'entre eux, les adaptations n'ont constitué qu'un élément délibéré d'une stratégie de transformation sur longue période. Dans la Costa, les « terratenientes » ont eu du mal, parfois, à sauver les meubles face à la pression des « invasions ».

La plupart du temps, le processus d'adaptation des grandes haciendas a comporté 3 éléments principaux :

- une diminution sensible des surfaces ;
- l'adoption de nouvelles formes de rémunération du travail, et la rupture des relations sociales traditionnelles qui unissaient l'hacienda aux communautés de paysans vivant à sa périphérie ;
- un fort développement de l'élevage et des pâturages aux dépens des autres activités.

LA DIMINUTION DES SURFACES

De leurs vastes territoires traditionnels, les grandes exploitations n'ont conservé que les parties réellement utiles, les secteurs relativement plats, irrigables, mécanisables, à altitude modérée, tandis que les pentes, les secteurs les plus hauts et les plus accidentés étaient cédés aux anciens travailleurs précaires dans le cadre de la Réforme Agraire ou vendus à de petits paysans. Parfois, des parties utilisables furent aussi vendues, sous la forme d'« actions » de 30, 40 ou 50 ha, dans le but de financer un changement d'activité ou un effort de modernisation. Les acquéreurs étaient alors généralement des commerçants enrichis dans le collectage de produits agricoles ou, plus rarement, des petits propriétaires ruraux en voie d'enrichissement.

L'exploitation principale, elle-même, a souvent été fractionnée en plusieurs unités de taille moyenne. Parfois, simple fiction destinée à atténuer la rigueur de l'application de la réforme agraire (dans la province de Loja, par exemple, une réglementation particulière rend l'application de la loi moins sévère pour les exploitations dont la taille est inférieure à 100 ha). Il s'agissait plus souvent d'une nécessité économique. Compte tenu des usages bancaires qui, sauf rares exceptions, refusent de consentir des prêts trop importants pour une même exploitation, il semble que les conditions optimales de taille se situent selon les régions et les activités entre 100 et 500 ou 600 hectares. Corrélativement, on assiste à la régression de l'absentéisme du propriétaire et les héritiers paraissent avoir tendance à se charger directement de la gestion directe de la partie héritée, alors qu'autrefois, dans la plupart des cas, l'un d'entre eux rachetait l'ensemble des parts pour ne pas diviser l'exploitation.

Dans la Sierra, un bon exemple de cette évolution est donné par le secteur El Angel-La Libertad, à l'extrême nord du pays. Vers 1960, six énormes haciendas totalisaient un peu plus de 10.000 hectares de terres cultivables, en plus d'immenses pâturages d'altitude aux limites imprécises. De ces six haciendas, une a aujourd'hui entièrement disparu, les cinq autres se sont transformées en dix-huit haciendas « adaptées » qui totalisaient 5.436 ha en 1976 : 10 sont d'une taille comprise entre 100 et 200 ha, 3 entre 200 et 500 ha, 5 entre 500 et 1.000 ha. Sur les 4.940 hectares abandonnés à d'autres types d'exploitations, 490 ont été cédés à d'anciens travailleurs précaires, 3.010 ont été vendus à des coopératives de petits paysans ou de paysans sans terres (qui ont cessé toute exploitation collective, dès qu'ils ont reçu les titres individuels de propriété), 940 ont été vendus par petits lots à des individus isolés divers (ils ne travaillaient pas autrefois dans ces haciendas) et 500 ont été attribués à des associations de fait, formées à la suite d'invasions.

Dans la Costa, l'occupation de l'espace par les grands domaines était nettement plus lâche que dans la Sierra. La réduction des surfaces y fut souvent plus brutale, notamment à cause des invasions de terres. Il est courant de voir aujourd'hui un ancien latifundio qui comptait autrefois plusieurs milliers d'hectares, non défrichés pour la plupart, transformé en 4 ou 5 grandes « fincas » de 200 ou 300 ha, entièrement mis en valeur, tandis que tout le reste a été vendu, par petits lots de 2 à 10 ha à des paysans pauvres, regroupés ou non en coopératives.

LES NOUVELLES FORMES DE RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL (1)

Pour s'adapter, les haciendas ont eu tendance, dans la Sierra comme dans la Costa, à limiter leurs besoins en main-d'œuvre et, surtout, en main-d'œuvre permanente. Il s'agissait de diminuer les coûts de production et les risques d'invasion puisque, depuis la réforme agraire, les travailleurs pouvant arguer d'une certaine ancienneté ont des droits sur la terre. Les propriétaires eurent souvent recours à des expulsions anticipées, dans les années immédiatement antérieures à la première loi de réforme agraire, alors que les futurs droits des travailleurs précaires n'étaient pas encore clairement définis. Il y eut encore de nombreuses expulsions après la promulgation de la loi, mais elles firent alors l'objet d'indemnités, d'un montant presque toujours très bas, il est vrai. Les dix haciendas déjà citées dans la zone d'El Angel-La Libertad disposaient en 1963 de 268 « précaristes » ; 95 furent expulsés entre 1963 et 1968 dont 59 avec un petit dédommagement monétaire, 36 sans indemnisation ; 147 reçurent des droits de propriété sur de petites parcelles (de 2,7 ha en moyenne), 26 furent autorisés à acheter en tout 275 ha (soit 8 ha pour chacun en moyenne à un prix au moins égal à celui du marché).

Une fois « normalisée » et fixée à la périphérie des haciendas adaptées, la population de néo-minifundistes continue à servir de base au recrutement de force de travail pour l'hacienda, mais selon des modalités sensiblement nouvelles :

— les travailleurs permanents sont devenus très minoritaires. Seuls les permanents spécialisés à forte qualification (conducteurs de tracteurs, mécaniciens...) sont plutôt en augmentation. Pour tous les autres, les effectifs ont subi une décroissance, d'autant plus nette que la spécialisation était faible (les femmes chargées de la traite du bétail ou les bouviers spécialisés ont mieux résisté que les « manœuvres » permanents) ;

— Dans la Costa, on constate souvent que des tâches « permanentes » font, en fait, l'objet de rapides rotations : le même travailleur occupe rarement la même fonction plus de 2 ou 3 années consécutives, sauf dans les grandes plantations modernes où la stabilité de l'emploi paraît réelle ;

— il n'y a plus de travail gratuit ou quasi gratuit, mais très souvent, surtout dans les zones les plus traditionnelles de la Sierra, le salaire en monnaie continue à n'être qu'un élément de la rémunération

(1) Le paragraphe suivant a déjà été publié in E. FAUROUX : « Équateur : les lendemains de la Réforme Agraire », *op. cit.*

totale : le travailleur permanent reçoit souvent des *asignaciones* (rémunération en nature) sous des formes extrêmement diverses : remise gratuite et quotidienne d'un certain nombre de litres de lait, remise annuelle gratuite de certains produits de l'hacienda (pommes de terre par exemple), droit de laisser paître un certain nombre de têtes de bétail dans les pâturages de l'hacienda, droit pour les femmes chargées de la traite de conserver pour elles, pendant 5 jours, le lait des vaches qui viennent de vêler... ;

— ce sont des travailleurs temporaires qui assurent l'essentiel des tâches non spécialisées ; dans la Sierra, on les recrute sous la forme de *cuadrillas* (petites équipes) en provenance d'autres secteurs géographiques ; on se méfie, en effet, des gens du voisinage qui pourraient être tentés de revendiquer des droits sur la terre en faisant état de l'ancienneté de leur relation de travail avec la hacienda.

La rupture de ce lien très puissant qui unissait autrefois l'hacienda aux petits paysans du voisinage, constitue, surtout dans la Sierra, une véritable révolution sociale de portée incalculable. Depuis plusieurs siècles, en effet, la vie économique sociale et politique des campagnes y était entièrement polarisée par l'hacienda. Les liens étaient infiniment plus complexes que de simples relations de travail : la hacienda offrait divers droits d'usage aux communautés, ainsi qu'une vague protection sociale et politique, variable selon les modalités d'exercice du paternalisme patronal ; en échange, les communautés offraient leur force de travail, de façon quasi gratuite, et diverses autres prestations : prémices, dons en nature lors de certaines fêtes religieuses...

Dans la Costa, le fait nouveau est constitué par la brusque tension des rapports entre propriétaires fonciers et paysans pauvres du voisinage. Même en l'absence de violence déclarée, la méfiance est de mise et les employeurs ont coutume, désormais, de recruter des migrants temporaires plutôt que des résidents de la zone. Par ailleurs, on voit se généraliser un système jusqu'alors peu employé : l'exploitant ne se charge plus directement du recrutement de la force de travail. Il convient, avec un *contralista* d'un prix forfaitaire pour l'exécution d'une tâche déterminée. Le *contralista* se chargera du recrutement des *cuadrillas* (équipes de travailleurs), de leur encadrement sur le terrain et de leur rémunération aux conditions très dures qu'il a fixées par avance. Il n'y a plus de rapport direct entre le patron et le tra-

vailleur direct qui se trouve, en fait, dans une situation d'exploitation nettement plus brutale qu'auparavant.

LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS PASTORALES

Dans la conjoncture présente, les activités pastorales présentent de nombreux avantages : il existe une demande urbaine en forte croissance pour la viande et les produits laitiers (modifications des schémas de consommation alimentaire en rapport avec l'apparition d'une classe moyenne bureaucratique et urbaine) ; les sols équatoriens sont souvent favorables à la constitution d'excellents pâturages ; l'entretien de pâturages demande peu de main-d'œuvre permanente et il suffit, 3 ou 4 fois par an, de recourir pendant quelques jours à des équipes de tâcherons temporaires, ce qui permet de limiter les risques de conflits dans une période de tension aiguë entre propriétaires fonciers et petits paysans de la zone.

L'extension des pâturages a été générale dans les haciendas adaptées de la Sierra. L'enquête agrosocio-économique de PRONAREG/O.R.S.T.O.M. a démontré qu'en 1974, 77,6 % de la surface des exploitations de plus de 100 ha étaient, dans la Sierra, consacrés à des pâturages, dont 29,2 % de pâturages artificiels, alors que les estimations pour 1954 font apparaître des chiffres inférieurs à 10 % pour les pâturages artificiels (1).

Diverses informations localisées confirment l'évolution générale : une étude sur l'utilisation du sol dans 10 haciendas de La Libertad et El Angel indique 56 % de pâturages en 1960, contre 72,5 % en 1976. Sur ces 10 haciendas, en 1976, une seule avait moins de 50 % de sa surface consacrée aux pâturages, 2 avaient entre 50 et 70 %, 6 entre 70 et 90 %, une plus de 90 % (2).

Dans la Costa, l'extension des pâturages s'est trouvée associée à une diversification générale des activités, elle-même conséquence directe de la crise des exportations bananières. On note cependant quelques nuances intra-régionales dans le processus.

Dans les anciennes zones bananières, l'essor des pâturages a été général sauf dans deux cas :

— lorsque la variété Cavendish, seule demandée sur le marché mondial, a pu être mise en place grâce à une transformation radicale des techniques de production ;

(1) Les chiffres de pâturages naturels pour 1954 ne sont pas comparables à ceux de 1974 : ils ont été exagérément gonflés, en raison d'une assimilation abusive des « paramos » (landes humides d'altitude) à des pâturages naturels.

(2) Cf. E. FAUROUX : « ... Las Zonas ... de la Sierra », *op. cit.* Documento B : 13.

— lorsque le chef d'exploitation a pu expérimenter et développer avec succès des cultures nouvelles, telles le palmier à huile et le bananier des Philippines (« abaca »), comme ce fut le cas, notamment, dans le secteur de Santo Domingo de los Colorados, le long de l'« axe dynamique » constitué par la route bitumée qui unit Quevedo à Quinindé.

Dans la zone rizicole, par contre, les grandes haciendas n'ont connu que deux types d'évolution : celles dont l'activité principale était la riziculture se sont désintégrées, nous l'avons vu, en application du décret 1001 ; celles qui pratiquaient plutôt l'élevage ont mieux résisté, mais ont dû céder une partie de leur surface sous la pression des paysans sans terres.

En définitive, l'hacienda traditionnelle de la Costa a vu sa taille diminuer considérablement. La pratique de l'élevage est avant tout un moyen de procéder à une mise en valeur ostensible qui permet dans une certaine mesure d'éviter des contestations de propriété, mais la charge animale demeure le plus souvent très faible. Une part significative de l'exploitation demeure consacrée aux cultures. Une partie de cette production est destinée à l'auto-consommation familiale, tandis que les cultures commerciales traditionnelles (cacao, café, bananes) fournissent un appoint monétaire secondaire. Dans certaines régions elles tendent à s'effacer derrière la canne à sucre, les agrumes et les cultures fruitières.

III. Les formes de stabilité ou d'expansion des grandes exploitations

Désintégration et adaptation-rétraction constituent plus ou moins nettement le signe d'un déclin du rôle économique et social joué par la grande propriété. Pourtant, ce déclin est loin d'être général dans la Sierra et la Costa de l'Équateur. Le dynamisme de la grande exploitation a été tel, parfois, qu'elle a pu sortir des récentes périodes de transformation plus efficace, plus compétitive, mieux apte à affronter les nouvelles conditions du marché mondial et national. Nous envisagerons brièvement trois types de situation, très représentatifs de cette évolution :

— l'évolution « empresarial » (1), modernisante de certaines haciendas de la Sierra ;

— l'évolution des plantations modernes de la Costa et, plus particulièrement, celle des plus performantes parmi les plantations bananières, et les raffineries de canne à sucre ;

— les formes nouvelles de reconstitution de la grande propriété à partir des dépouilles de petites et moyennes exploitations familiales, nées de la Réforme Agraire et qui n'ont pu atteindre la maturité.

L'ÉVOLUTION « EMPRESARIAL » DE CERTAINES HACIENDAS DE LA SIERRA

Malgré son aspect relativement exceptionnel, ce type d'évolution a été souvent décrit et étudié au cours des dernières années. Il présente en effet de la façon la plus achevée le processus de pénétration des rapports de production capitalistes dans la formation sociale rurale équatorienne. Sans prendre parti dans les divers débats théoriques qui se sont articulés autour de l'évolution « empresarial », il est possible d'en résumer les principales caractéristiques (2) :

— de petites « réformes agraires » spontanées ont marqué, très tôt, les phases de fort développement des forces productives dans les haciendas qui ont subi ce type d'évolution (cf. les travaux d'Arcos et MARCHAN sur Guaytacama et les exemples désormais classiques de « San Agustín de Callo » — province de Cotopaxi — et « Zuleta » — province d'Imbabura —). La véritable Réforme Agraire, après 1964, y a souvent été plus radicale qu'ailleurs : des surfaces plus vastes ont été attribuées aux anciens travailleurs précaires qui ont systématiquement été « reasentados » pour conserver à l'exploitation principale des conditions optimales ;

— la compression des besoins en main-d'œuvre permanente y a été plus forte qu'ailleurs, en raison d'un important effort de mécanisation. Le salaire est depuis longtemps le mode exclusif de rémunération. Il y est souvent sensiblement plus élevé que dans les autres types d'exploitation et, surtout, il comprend effectivement les divers suppléments théoriquement imposés par la loi mais que bien peu de patrons ruraux versent réellement : les 13^e et 14^e mois, les congés payés, la sécurité sociale (parfois) ou l'assistance médicale gratuite dans le cadre de l'exploitation, ainsi que des « bonificaciones » liées au rendement et à la régularité du travail ;

— l'élevage intensif tend à monopoliser la quasi-totalité des surfaces de l'exploitation ; des activités agro-industrielles tendent à s'y adjoindre de plus en plus fréquemment ; elles demeurent cependant comme de simples appendices de l'exploitation agricole. Parmi les autres activités « modernes », on peut

(1) L'« empresario » est un entrepreneur.

(2) Cf. en bibliographie : A. GUERRERO, O. BARSKY, N. MURMIS.

citer la culture et la préparation du « guanto » (1) (l'hacienda « Cuesaca », appartenant à l'IERAC, en cultivait 300 ha en 1976 dans le canton Montufar — province de Carchi), du pyrèthre et du « marigol » (1) (surtout dans la province de Pichincha) ;

— les rapports sont souvent difficiles entre les haciendas modernes et les haciendas « traditionnelles-adaptées » situées dans leur voisinage. Ces dernières se trouvent durement concurrencées tant dans le recrutement de la force de travail (elles ne peuvent verser des salaires aussi élevés) que pour la production (leurs rendements sont très nettement inférieurs, en l'absence de toute mécanisation) et pour la commercialisation (leurs produits sont de moins bonne qualité, n'ont pas subi de normalisation...). Elles manifestent ainsi une grande vulnérabilité qui s'exprime :

— assez rarement, par la vente aux haciendas modernes, des parcelles potentiellement les plus productives ;

— plus souvent, par la cession progressive de tout ou partie de leur domaine aux petits paysans de la zone, plus rarement à des « accionistas » (2).

LES PLANTATIONS MODERNES DE LA COSTA

Les plantations sucrières et celles, parmi les plantations bananières, qui appartenaient à d'importantes sociétés pouvant mobiliser de gros capitaux, ont très bien résisté au processus général de désagrégation de la grande propriété dans la Costa.

La plupart des plantations sucrières qui existaient au début des années 60 ont choisi d'anticiper sur la Réforme Agraire en procédant à des expulsions massives de travailleurs précaires, tant qu'il en était encore temps. Les terres ainsi récupérées furent plantées en canne à sucre, la mécanisation fut systématiquement développée, et, la main-d'œuvre encore nécessaire, fut recrutée principalement parmi des migrants temporaires et rémunérée par un salaire. La brutalité des mesures d'expulsion, le recours délibéré à des méthodes d'intimidation à l'égard des journaliers et petits paysans de la zone (utilisation de milices patronales, d'un appareil répressif spécifique échappant au droit commun...) conduisirent à une focalisation, sur la zone sucrière, des grandes luttes paysannes. Les conflits nés à cette occasion servirent à la fois de champ de bataille expérimental et de modèle exemplaire pour les formes de lutte qui

surgirent ultérieurement dans d'autres secteurs de la Costa.

Avec le recul des années, il semble que l'on ait ainsi abouti à une sorte de sélection naturelle. Dans ces zones de conflits aigus, les haciendas et plantations les plus traditionnelles, qui, en outre, n'étaient pas particulièrement protégées par les pouvoirs publics se sont à peu près totalement désintégrées sous l'impact des vagues d'invasions appuyées par tout l'appareil syndical paysan. Par contre, les plus grandes entreprises, nécessaires au bon fonctionnement de l'économie nationale et protégées à ce titre par les autorités gouvernementales sont généralement sorties victorieuses de l'épreuve de force. Elles tirèrent profit même de la désintégration des exploitations voisines soit pour s'étendre soit pour obtenir la fixation sur place d'une importante main-d'œuvre potentielle, grâce à la création de minifundios et d'une petite propriété sur les dépouilles des anciennes haciendas. Les salaires peuvent ainsi être maintenus à un taux relativement bas même s'il demeure nécessaire de faire appel à une massive immigration temporaire lors de la récolte de la canne.

Les plantations bananières, quant à elles, lorsqu'elles sont parvenues à survivre en tant que telles, ont subi des séries de transformation assez peu différentes, en définitive, du processus général d'adaptation déjà décrit à propos du passage à la grande finca, sauf quant à la réduction de taille qui a pu n'être souvent qu'assez peu sensible :

— les besoins en main-d'œuvre ont systématiquement été réduits grâce à un très sensible effort de modernisation et de technification. Pour la main-d'œuvre encore nécessaire, on n'emploie plus que des salariés rémunérés de façon « moderne » (13^e, 14^e et 15^e mois, congés payés, sécurité sociale, primes diverses — « compensaciones » — qui permettent d'inciter au respect de certaines normes de productivité, le tout étant strictement réglementé dans des contrats de travail écrits, se référant expressément à des conventions collectives qui, il est vrai, ne sont pas souvent respectées). Les avantages en nature existent encore, mais ne constituent plus, sauf exception, l'élément fondamental du salaire. En particulier, on continue fréquemment à attribuer au travailleur permanent une petite rizière ou un jardin dont il peut user librement. De même, dans les haciendas où n'existent pas d'habitations spéciales pour le personnel, celui-ci reçoit fréquemment le droit d'utiliser un terrain à la périphérie de

(1) « Guanto » « datura sanguinea », en français, datura ; « marigol » = « lagetes erecta », œillet d'Inde. L'un et l'autre servent à la fabrication d'insecticides.

(2) Littéralement « détenteurs d'actions » : personnes ayant acheté des lots relativement importants (50 ou 70 ha, par exemple) d'une hacienda en cours de parcellement.

l'exploitation pour y édifier sa maison. Il s'agit plus d'une incitation à la stabilité du travailleur que d'un véritable élément de la rémunération ;

— à côté de ces travailleurs permanents qui font parfois figure de privilégiés très relatifs, les grandes exploitations ont très souvent recours à des « temporaires » dont la permanence est parfois aussi réelle, mais qui ne bénéficient pas des mêmes garanties, qui n'ont pas, en particulier, de contrat écrit.

Leur travail est par ailleurs plus indifférencié que celui des permanents. A « La Clementina », par exemple, 500 temporaires travaillent en moyenne de 6 à 10 mois par an. En 1977, ils étaient payés 30 sucres par jour, mais la journée ne durait que 5 heures, de sorte qu'ils étaient en fait fortement incités à travailler 10 heures par jour pour une somme de 60 sucres.

A l'exception des plus grandes plantations, les « contratistas » avec leurs équipes de travailleurs à la tâche tendent de plus en plus à remplacer les temporaires ordinaires :

— les plantations de banane, dans ces grandes exploitations, sont parfaitement bien entretenues, mais elles ont cessé d'occuper l'ensemble des surfaces ; d'une part les anciennes plantations de cacao ont systématiquement été renouvelées, d'autre part, des pâturages ont été créés et, lorsqu'ils existaient déjà, largement développés. Pour ne donner qu'un seul exemple, les 13.600 hectares de La Clementina se répartissaient de la façon suivante en 1977 : 5.000 ha de banane, 500 ha de riz destiné à l'auto-consommation du personnel, 5.500 ha de pâturages (une partie non négligeable du bétail de l'hacienda est, lui aussi, destiné à la consommation du personnel), 2.500 ha de réserve forestière pour d'ultérieures extensions des plantations, 100 ha de jachères. Des plants de cacao sont, par ailleurs répartis sur l'ensemble de l'exploitation.

Qu'elles soient bananières ou sucrières, les grandes plantations de la Costa qui ont survécu constituent pour la plupart des unités socio-politiques autonomes, véritables États dans l'État, disposant de leur propre organisation sociale et administrative, tendant à l'auto-suffisance économique. Le personnel permanent est logé sur place et se nourrit pour une très large part des produits de l'exploitation ou, tout au moins, de produits vendus sur place par des magasins de détail appartenant aux propriétaires de la plantation. Souvent, hôpitaux, dispensaires et écoles fonctionnent sur financement patronal... Le règlement intérieur tend à remplacer le droit commun et dans de nombreux cas, subsiste encore un appareil administrativo-répressif propre, à peine

moins important qu'autrefois, avec un représentant permanent du « *teniente politico* » (1), des vigiles armés, etc.

Outre les plantations modernes, d'autres types de grandes propriétés réussirent à éviter ou à différer le démembrement pour des raisons généralement très particulières : situation géographique très isolée, faiblesse de la pression démographique dans la zone, absence de voie de communication, absence de possibilités d'irrigation dans un milieu à sécheresse excessive, personnalité du propriétaire, très proche du pouvoir, etc.

Il ne s'agit, d'ailleurs, le plus souvent, que d'une situation transitoire, soit avant une désintégration devenue à la longue inévitable et donc simplement retardée, soit dans l'attente d'une transformation complète des systèmes techniques de production grâce à l'aménagement, par exemple, d'importants ouvrages d'hydraulique agricole.

La péninsule de Santa Elena offre plusieurs exemples de ce dernier cas : plusieurs haciendas ont réussi à y éviter toute invasion, car leurs terres sont actuellement parfaitement inutilisables avec les moyens techniques dont peuvent disposer de petits paysans. L'imminence d'importants travaux visant à donner une irrigation à la zone, a incité les propriétaires d'haciendas à continuer une mise en valeur symbolique mais ostensible.

LES FORMES NOUVELLES DE RECONSTITUTION DE LA GRANDE PROPRIÉTÉ

Le travail de terrain effectué par les équipes de PRONAREG/O.R.S.T.O.M., dans la Costa, en 1977 et 1978, a permis d'identifier 3 formes au moins de reconstitution de la grande propriété foncière sur des bases non traditionnelles :

- par extension de « grandes » fincas ;
- par rachat de petites et moyennes exploitations issues de certains processus de colonisation spontanée et de la mise en application de la Réforme Agraire ;
- par rachat de terres communales.

L'extension de « grandes » fincas

Très schématiquement, elle paraît s'opérer selon 2 modèles principaux :

- la mise en culture véritable d'une ancienne « fausse » grande exploitation ; des domaines de 600, 1.000 ha, ou plus parfois, ne faisaient souvent l'objet que d'une faible mise en valeur sur moins de 10 ou 15 % des surfaces totales ; le reste demeurait à l'état

(1) Représentant local des autorités gouvernementales au niveau de la paroisse.

de réserve forestière, permettant quelquefois le fonctionnement d'une scierie, mais sans aucune utilisation agricole ou pastorale; sous la menace d'invasions qui pèse sur toutes les terres sous-utilisées de nombreux propriétaires de ce type ont été amenés progressivement à étendre les pâturages aux dépens de la forêt, en acceptant parfois de se déssaisir de quelques parcelles de petites dimensions au profit d'anciens travailleurs précaires. Dans ces conditions, la mise en valeur demeure assez formelle, le système technique de production reste archaïque, les pâturages de mauvaise qualité ou inutilisables, la charge animale extrêmement faible;

— une exploitation de 100 ou 500 ha, gérée dans un contexte familial (le propriétaire, ses frères et leurs enfants, par exemple), s'est peu à peu étendue, soit par achat d'exploitations voisines ou mitoyennes, soit par colonisation directe, en défrichant des zones forestières voisines, inutilisées jusqu'alors.

Dans les deux cas, la main-d'œuvre permanente est essentiellement familiale (ce qui n'exclut d'ailleurs pas une relation salariale puisque, en général, le propriétaire verse un salaire normal aux parents ou familiers qui travaillent pour lui). Pour les grands travaux qui s'imposent 2 ou 3 fois par an, on a recours presque systématiquement à des « contractistas », solution la plus commode (il n'y a à négocier qu'avec le patron des tâcherons) et souvent la meilleur marché (le prix total à verser pour l'exécution de la tâche est déterminé à l'avance, la rémunération des tâcherons est très modeste en raison de la rudesse des conditions de la concurrence entre travailleurs).

Cette forme d'extension est encore fréquente dans toutes les zones où l'occupation de l'espace est lâche, notamment dans le cas d'un processus de colonisation récent ou inachevé. On trouve, en particulier, des grandes exploitations de ce type sur le littoral de la province du Manabi au nord de Bahia de Caraquez, et aussi aux environs d'El Carmen aux confins des provinces de Manabi et de Pichincha, ou entre El Empalme et Pichincha (nord-Guayas et centre-est du Manabi).

Le rachat de petites et moyennes exploitations issues d'un processus récent de colonisation

Dans l'ex-secteur bananier, où les grandes exploitations traditionnelles se sont le plus nettement désintégrées, on assiste parfois depuis quelques années à l'installation de grandes compagnies, le plus souvent étrangères, qui après quelques essais expérimentaux de produits d'exportation nouveaux (en particulier abaca et palmier à huile), ont entrepris de racheter à un prix élevé les fincas environnantes afin de mettre en place de vastes unités de production, mettant en œuvre une technologie très avancée. Cela est d'autant plus facile que la plupart

de ces exploitations, qui se sont créées il y a une dizaine d'années alors que l'ère bananière était à son apogée, connaissent désormais de très importantes difficultés et n'ont généralement pu réussir que de très médiocres reconversions.

Pour ne donner que 2 exemples :

— à Plan Piloto, près de Santo Domingo, une compagnie japonaise achète à des prix très élevés des fermes de 30, 50 et 70 hectares qui périclitaient malgré un discret renouveau des plantations de cacao et de café et malgré quelques résultats satisfaisants fournis par de nouvelles variétés de pâturage qui n'ont cessé de s'étendre depuis 1963-1964. La compagnie contrôle désormais plus de 1.600 ha soit directement, soit par l'intermédiaire de producteurs associés qu'elle fait bénéficier de ses conseils techniques et auxquels elle fournit les moyens de mettre en œuvre la technologie la plus avancée. Jusque vers 1969, la compagnie n'employait que des salariés. Ceux-ci provoquèrent alors de graves incidents à la suite d'une série de grèves accompagnées de tentatives d'invasion. Depuis, la compagnie ne confie plus son travail qu'à des « contractistas ».

La société P. à capitaux français, déjà propriétaire de 10.000 hectares dans l'Oriente est devenue peu à peu propriétaire d'environ 4.500 hectares dans la région de Quindé-Viche. 3.900 hectares ont été plantés en palmier à huile. Le personnel varie entre 460 et 800 travailleurs, presque tous recrutés par l'intermédiaire de « contractistas ». Ils sont relativement bien payés, ce qui accroît d'ailleurs les difficultés des autres exploitations du voisinage qui ne peuvent se permettre de verser des salaires équivalents. Ici aussi, on utilise une technologie de pointe, sans cesse perfectionnée grâce aux résultats des recherches d'une station agronomique expérimentale. Dans la péninsule de Santa Elena, survit péniblement une agriculture communale traditionnelle devenue totalement archaïque et incapable de s'adapter à l'évolution du milieu naturel vers une désertification généralisée. Il faudrait, en effet, pour enrayer le mal, recourir à de très lourds aménagements hydro-agricoles qui s'imposent de plus en plus. Quelques grandes compagnies, et notamment des huileries, ont entrepris depuis quelques années de racheter peu à peu des terres communales dans des secteurs dont on sait qu'ils seront plus tard l'objet de ces importants aménagements (aux environs d'El Azucar notamment) ou dans des emplacements privilégiés, par exemple à Chongón, à proximité immédiate de Guayaquil. La plupart dépassent sensiblement les 500 hectares, quelques-unes dépassent déjà ou vont prochainement dépasser les 1.000 hectares. Dans la plupart des cas, la véritable exploitation n'a pas encore véritablement démarré, attendant que soient achevées les grandes réalisations qui permettront la

mise en œuvre d'un système technique de production moderne et efficient.

* *

Cette très schématique description de certaines des transformations subies dans un passé récent par les grandes exploitations agricoles équatoriennes ne doit être considérée que comme une première approche.

Dans le cadre d'une recherche en cours, nous disposons d'éléments qui permettront d'apporter plus de précisions dans deux directions :

. la présentation des systèmes techniques de production mis en œuvre dans les exploitations qui se sont constituées à la faveur des récentes transformations ;

. la description et l'analyse de la crise sociale qu'a impliquée, notamment dans la Sierra, l'éclate-

ment des puissantes unités socio-politiques que constituaient autrefois les grandes exploitations traditionnelles.

Il importe enfin de voir clairement que l'évolution des haciendas et plantations de la Sierra et de la Costa n'est qu'un aspect d'un processus général de transformations qui — nous l'avons entrevu — se caractérise aussi par une généralisation des minifundios et par le puissant développement des « fincas » familiales, en relation avec l'essor de la colonisation spontanée.

Ce vaste processus est loin d'être achevé et il est encore tôt pour en fournir une appréciation d'ensemble.

Manuscrit reçu au Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M.
le 3 mars 1983

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARCHETTI (E. P.), STOLEN (K. A.), 1979. — Burguesia rural y campesinado en la Sierra ecuatoriana, Oslo, DIC, 34 p., multigr.
- ARIAS (M.), 1972. — Estructura agraria del Ecuador. Estadística comparativa de la situación en 1954 y 1960, JNP, Quito.
- ARCUS (C.), MARCHAN (C.), 1978. — Guaytacama y Cusubamba : Dos modalidades de desarrollo de la agricultura serrana. *Rev. Ciencias Sociales*, Quito, vol. II, n° 5 : 13-51.
- BARAONA (R.), 1965. — Una tipología de haciendas en la Sierra ecuatoriana in O. Delgado (ed.). *Reformas Agrarias en la America Latina. Procesos y perspectivas*, México : 666-696.
- BARRIL (A.), 1976. — Cambio tecnologico en la hacienda lechera de la Sierra ecuatoriana. Tesis Post-Grado Sociologia Rural, CLACSO/PUCE, Quito.
- BONIFAZ (E.), 1970. — Origen y evolución de una hacienda historica : Ghuachalà. *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, Quito, vol. 53, n° 115-116 : 115-122 et 338-350.
- CHIRIBOGA (M.), 1976. — La modernización de la hacienda tradicional ecuatoriana. Communication au séminaire CLACSO/CNRS, Modernización Agraria, Quito.
- CIDA, 1966. — Tenencia de la tierra y desarrollo socio-economico del sector agricola del Ecuador. Washington, OEA, 539 p.
- COLLIN DELAUAUD (A.), 1973. — Migrations, colonisation et modifications des structures agraires sur la Côte équatorienne. *Cahiers des Am. Lat.*, 7 : 65-96.
- CRESPI (M. K.), 1968. — The patrons and peons of Pesillo : a traditional hacienda system in highland Ecuador. Ph. D. Dissertation, Univ. of Illinois.
- FURCHIE (C.), 1976. — Logica de funcionamiento interno y racionalidad economica en empresas campesinas. Tesis Post-grado sociologia Rural, CLACSO/PUCE, Quito.
- GARCIA (A.) 1962-63. — Structura de una hacienda señorial en la Sierra ecuatoriana. *Rev. Ciencias Politicas y Sociales*, Univ. Mexico, IX, 33 : 359-449.
- GUERRERO (A.), 1976. — L'hacienda précapitaliste en Amérique Latine : le cas de l'Équateur, *Études Rurales*, n° 62 : 5-38.
- GUERRERO (A.), 1977. — Renta diferencial y vias de disolución de la hacienda precapitalista en el Ecuador. *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brésilien* (Caravelle), Toulouse, n° 28 : 47-72.
- JOHNSON WEINMAN (L.), 1970. — Ecuador and cacao. Domestic responses to the boom-collapse Mono-export cycle, thèse Univ. California, Los Angeles.
- MARTINEZ (L.), 1980. — La descomposición del campesinado en la Sierra Ecuatoriana : un estudio de caso. Ed. El Conejo, Quito, 74 p.
- MURMIS (M.), BENGEOA (J.), BARSKY (O.), 1978. — Terratenientes y desarrollo capitalista en el Agro. CEPLAES, Quito, 149 p.
- PRIETO (M.), 1978. — Condicionamientos de la movilización campesina : el caso de las haciendas de Olmedo (Ecuador) 1928-1948 ; Tesis Post Prado, Sociologia Rural, CLACSO/PUCE, Quito.

REDCLIFT (M.), 1976. — Conciencia de clase y transformación del campesinado : el caso de la cuenca del Guayas. Land Tenure Center Newsletter, Univ. Wisconsin, Madison, n° 52 : 27-36.

REDCLIFT (M.), 1976. — Agrarian Reform and Peasant Organisation in the Guayas Basin. *Interamerican Economic Affairs*, 80 (1).

SALAMEA (L.), 1976. — Transformación de la hacienda y cambios en la condición campesina. Tesis Post-grado Sociología Rural, CLACSO/PUCE, Quito.

STUARD (D. E.), 1974. — Apuntes e implicaciones : rasgos

estructurales en el sistema ecuatoriano de haciendas. *Rev. Antropología*, CCE Nucleo del Azuay, Cuenca (Ecuador), n° 5, DIC : 265-272.

Par ailleurs, l'IERAC (Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización), l'IEAG (Instituto Ecuatoriano de Antropología y Geografía), la FAO, la « Misión Andina », le Département de « Desarrollo Rural » du Ministère de l'Agriculture, l'« Instituto Nacional de Previsión Social » (Ministère du travail et de la prévision sociale) ont procédé, surtout de 1960 à 1970 à un assez grand nombre d'études monographiques de haciendas ; certaines d'entre elles sont du plus grand intérêt.

ANNEXE

LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES EN ÉQUATEUR VERS 1960

Selon les termes de la loi de réforme agraire de 1964, le travailleur précaire est « un travailleur agricole direct qui a l'usufruit d'une parcelle de terre et qui paie pour son usage en argent, produits, travail ou services ». Outre des formes « classiques » de travail précaire (métayage, location), on trouvait en Équateur des formes originales dont les principales étaient les suivantes, vers 1960 :

dans la Sierra

— le *huasipunguero* recevait l'usufruit d'une parcelle de 2 ou 3 hectares, parfois plus, en échange, il devait travailler 4 ou 5 jours par semaine pour le compte du propriétaire de la terre ; il recevait alors un salaire nettement inférieur à celui du marché ;

— l'*arrimado* était autorisé à cultiver une partie ou la totalité de la parcelle attribuée au *huasipunguero* ; il versait alors à ce dernier une redevance, le plus souvent en produits ; lorsque le propriétaire de l'hacienda lui en faisait la demande, il devait travailler pour celui-ci, mais il percevait alors un salaire normal, correspondant à celui du marché ; sa fonction était donc double : main-d'œuvre d'appoint pour l'hacienda, travail effectif de la parcelle du *huasipunguero*, trop pris par l'hacienda pour s'en occuper lui-même ;

— le *yanapero* était autorisé à utiliser certains pâturages de l'hacienda ou certains canaux d'irrigation contre l'obligation d'effectuer des corvées gratuites pour l'hacienda un ou 2 jours par semaine. Dans certains cas, lorsque la corvée était remplacée par le paiement d'une redevance, le travailleur était désigné sous le terme de *sitiajero*.

dans la Costa

— le *redimidor* était chargé du défrichement d'une parcelle de forêt appartenant à un latifundio. Il était autorisé à faire des cultures vivrières pour son propre compte et devait planter le terrain en bananiers, cacaoyers ou caféiers. Au bout de quelques années (de 5 à 8 ans), lorsque ceux-ci étaient en état de produire, il rendait le terrain et était rémunéré en fonction du nombre et de la qualité des plants ;

— le *sembrador* prenait des rizières en location, dans des conditions l'exposant à une exploitation extrêmement sévère de la part du propriétaire, du patron de la rizerie (pour le décorticage) et du *fomentador* (sorte d'usurier), ces trois agents pouvant être parfois réunis dans la même personne.